

TONNELLERIE FRANCOIS FRERES

Société Anonyme au capital de 8 672 000 €
Siège social : 21 190 SAINT ROMAIN

515 620 441 R.C.S. Dijon

ASSEMBLEE GENERALE MIXTE

DU 23 OCTOBRE 2009

Procès-verbal

L'an deux mil neuf
Le vingt trois octobre, à 11 heures,

Les actionnaires de la Société TONNELLERIE FRANCOIS FRERES, société anonyme au capital de 8 672 000 euros, divisé en 5 420 000 actions de 1,60 euros chacune, ayant son siège social à SAINT ROMAIN, se sont réunis en Assemblée Générale Mixte audit siège :

- Suivant avis publié par la TRIBUNE en son édition du 9 septembre 2009 ;
- Suivant avis publié au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires en son édition du 9 septembre 2009, ledit avis valant avis de convocation ;
- Suivant avis publié par le BIEN PUBLIC en son édition du 1^{er} octobre 2009 ;
- Suivant lettre adressée le 30 septembre 2009 à tous les actionnaires titulaires d'actions nominatives depuis un mois au moins avant la date de l'avis ci-dessus.

Il a été établi une feuille de présence signée par chaque membre de l'Assemblée en entrant en séance, à laquelle sont annexés les pouvoirs des actionnaires représentés et les formulaires de vote par correspondance.

L'Assemblée est présidée par Monsieur Jean FRANCOIS, Président du Conseil de surveillance.

Madame Noëlle FRANCOIS et Monsieur Thierry SIMONEL, titulaires ou représentants le plus grand nombre de voix et acceptants, sont appelés comme scrutateurs.

Monsieur Silvère PATRIAT est désigné comme secrétaire de séance.

Le Président constate, d'après la feuille de présence certifiée exacte par les membres du bureau, que les actionnaires présents ou représentés ou votant par correspondance possèdent ~~3.936.677~~ actions, soit plus du cinquième des actions composant le capital social, quorum requis pour l'adoption des résolutions relevant de la compétence de l'assemblée Générale Ordinaire, et soit plus du quart des actions composant le capital social, quorum requis pour l'adoption des résolutions relevant de la compétence de l'Assemblée Générale Extraordinaire.

73 MF H SP

En conséquence, l'Assemblée Générale est déclarée régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

Le Président constate que le Cabinet GR AUDIT, Co-Commissaire aux comptes titulaire est absent, et que le Cabinet EXPERTISE COMPTABLE ET AUDIT, représenté par Monsieur Eric GABORIAUD, Co-Commissaire aux Comptes titulaire est présent.

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition de l'Assemblée :

1/ Un exemplaire du journal d'annonces légales LE BIEN PUBLIC du 1^{er} octobre 2009 et du BALO du 9 septembre 2009 ;

2/ La copie des lettres de convocations adressées aux actionnaires le 30 septembre 2009 ;

3/ La copie et les récépissés postaux des lettres de convocations adressées aux Commissaires aux comptes titulaires ;

4/ La feuille de présence signée des membres du bureau, à laquelle sont annexés les pouvoirs des actionnaires représentés et les formulaires de vote par correspondance ;

5/ L'ensemble des documents visés à l'article 139 du décret du 23 mars 1967 :

- les comptes annuels, l'inventaire, le tableau d'affectation du résultat,
- les comptes consolidés,
- le tableau faisant apparaître les résultats de la Société au cours de chacun des cinq derniers exercices,
- le rapport du Directoire contenant rapport de gestion du groupe,
- le rapport du Directoire afférent aux résolutions relevant de la compétence de l'Assemblée Générale Extraordinaire,
- les rapports des Commissaires aux comptes,
- le texte des projets de résolutions proposées,
- la liste des membres du directoire et du conseil de surveillance avec indication des autres sociétés dans lesquelles ces personnes exercent des fonctions de gestion, de direction, d'administration ou de surveillance,
- le montant global, certifié exact par les Commissaires aux comptes, des rémunérations versées aux cinq personnes les mieux rémunérées,
- la liste des actionnaires.

Puis le Président déclare que tous les documents devant, selon la législation en vigueur, être communiqués aux actionnaires, ont été tenus à leur disposition au siège social à compter de la convocation à l'Assemblée et que la Société a satisfait, dans les conditions légales, aux demandes de documents dont elle a été saisie.

L'Assemblée lui en donne acte.

NA -

H

is

SP

Le Président rappelle que l'Assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Lecture du rapport de gestion du directoire sur l'activité de la société et du Groupe, du rapport du Président du conseil de surveillance visé par l'article 117 de la loi n°2003-706 du 1^{er} août 2003, des rapports des commissaires aux comptes sur les comptes annuels sociaux et consolidés de la société et du groupe, de l'exercice clos le 30 avril 2009 ;
- Lecture des rapports spéciaux des commissaires aux comptes sur les conventions visées par les articles L.225-86 et suivants du Code de commerce, sur les délégations de pouvoirs à donner au directoire pour réduire le capital social, et pour augmenter le capital social en faveur des salariés.

1/ De la compétence de l'Assemblée Générale Ordinaire :

- Approbation du bilan et des comptes sociaux de l'exercice clos le 30 avril 2009 ;
- Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 30 avril 2009 ;
- Affectation du résultat de l'exercice clos le 30 avril 2009 ;
- Fixation du montant des jetons de présence ;
- Approbation des conventions visées par les articles L.225-86 et suivants du Code de commerce ;
- Nomination d'un commissaire aux comptes titulaire;
- Nomination d'un commissaire aux comptes suppléant;
- Autorisation à donner au Directoire d'acheter en Bourse les actions de la Société ;
- Pouvoirs en vue des formalités.

2/ En tant qu'Assemblée Générale Extraordinaire :

- Rapports du directoire et des Commissaires aux comptes ;
- Autorisation à consentir au Directoire de réduire le capital social par annulation des actions propres acquises ;
- Délégation à donner au Directoire à l'effet de réaliser une augmentation de capital réservée aux salariés de la société ;
- Pouvoirs en vue des formalités.

Puis le Président sollicite l'autorisation de l'assemblée de ne pas lire les rapports énoncés qui ont été diffusés préalablement à cette assemblée et propose de remplacer cette lecture par une présentation de l'activité et une présentation financière de la Société.

L'assemblée lui en donne acte et dispense les auteurs précités d'en donner lecture à l'assemblée.

Il est ensuite procédé à la lecture du rapport des Commissaires aux comptes.

Ces lectures terminées, le Président ouvre la discussion.

Les membres de l'Assemblée font savoir qu'ils n'ont pas d'observations à formuler sur les résolutions qui leur sont soumises, les rapports du Directoire et du Conseil de Surveillance les ayant suffisamment éclairés sur l'objet des résolutions.

Le Président met donc successivement aux voix les résolutions suivantes correspondant à l'ordre du jour :

NR
H
TS

SP

Résolutions à caractère ordinaire

Première résolution

(Approbation des rapports et des comptes de l'exercice clos le 30 avril 2009)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après présentation des rapports du directoire, du conseil de surveillance, du président du conseil de surveillance, du rapport général des Commissaires aux comptes, approuve dans toutes leurs parties le rapport du directoire, les comptes annuels tels qu'ils sont présentés pour l'exercice clos le 30 avril 2009 et qui font apparaître un bénéfice de 4.062.863 euros.

En conséquence, l'Assemblée Générale donne aux membres du directoire et du conseil de surveillance quitus de leur gestion pour ledit exercice.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Deuxième résolution

(Affectation du résultat)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, approuve la proposition du directoire et décide d'affecter le bénéfice de 4.062.863 euros de la manière suivante :

Résultat de l'exercice	4.062.863 euros
Affectation :	
* à titre de dividendes	3.252.000 euros
* au compte "Autres réserves"	<u>810.863 euros</u>
Total égal au bénéfice à affecter	4.062.863 euros

En conséquence, l'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au directoire pour procéder à la mise en paiement à la date du 6 novembre 2009 d'un dividende de 0,60 euro par action pour chacune des 5.420.000 actions composant le capital social au 30 avril 2009.

Conformément à l'article 243 bis du Code Général des Impôts, l'Assemblée Générale prend acte de ce que les dividendes, à l'exclusion de ceux visés à l'article 163 quinquies C du Code Général des Impôts, distribués à des personnes physiques fiscalement domiciliées en France, sont éligibles à la réfaction de 40% mentionnée à l'article 158-3-2° du Code Général des Impôts, sauf option pour le prélèvement forfaitaire libératoire au taux de 18% en vertu et dans les conditions prévues à l'article 117 quater du Code Général des Impôts.

Conformément aux dispositions légales, il est rappelé les dividendes versés au titre des trois derniers exercices :

Exercices	2005/2006	2006/2007	2007/2008
Nombre d'actions	5 220 000	5 420 000	5 420 000
Dividendes nets (euros)	0,38	0,50	0,60
Dividende éligible à l'abattement	à 0,38	0,50	0,60

NR
H
TS

JP

Dans le cas où, lors de sa mise en paiement, la société détiendrait certaines de ses propres actions, le bénéfice distribuable correspondant au dividende non versé en raison de la détention desdites actions serait affecté au compte « report à nouveau ».

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Troisième résolution

(Approbation du rapport spécial des Commissaires aux comptes)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir entendu la lecture du rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions visées à l'article L 225-86 du Code de Commerce, déclare approuver ces conventions.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Quatrième résolution

(Approbation des comptes consolidés)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après présentation du rapport de gestion, approuve les comptes consolidés tels qu'ils sont présentés pour l'exercice clos le 30 avril 2009.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Cinquième résolution

(Fixation du montant des jetons de présence)

L'Assemblée Générale décide de fixer à 3.000 euros le montant des jetons de présence. Cette somme sera répartie conformément à la délibération du conseil de surveillance.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Sixième résolution

(Nomination d'un Co-commissaire aux comptes Titulaire)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires,

après avoir entendu la lecture du rapport du Directoire et après avoir constaté la démission du Cabinet GR Audit de son mandat du Co-commissaire aux comptes titulaire et de Jérôme Cootens de son mandat du Co-commissaire aux comptes suppléant,

Décide de nommer en qualité de Co-commissaire aux comptes titulaire, en remplacement du Cabinet GR Audit, pour une durée expirant à l'issue de l'assemblée générale ordinaire annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 30 avril 2012, date d'expiration du mandat de son prédécesseur :

NS

SL

TS

GP

- La SARL CLEON MARTIN BROICHOT ET ASSOCIES AUDITEURS ET CONSEILS, représentée par Pierre Cléon, domiciliée 7 rue Marguerite Yourcenar à Dijon (21000).

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Septième résolution

(Nomination d'un Co-commissaire aux comptes suppléant)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires,

après avoir entendu la lecture du rapport du Directoire et après avoir constaté la démission de Jérôme Cloutens de son mandat de Co-commissaire aux comptes suppléant,

Décide de nommer en qualité de Co-commissaire aux comptes suppléant, en remplacement de Jérôme Cloutens, pour une durée expirant à l'issue de l'assemblée générale ordinaire annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 30 avril 2012, date d'expiration du mandat de son prédécesseur :

- Monsieur Jean-Yves Martin, domicilié 7 rue Marguerite Yourcenar à Dijon (21000).

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Huitième résolution

(Rachat d'actions de la Société)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du directoire :

- décide d'autoriser le directoire, avec faculté de subdélégation, conformément aux dispositions des articles L.225-209 et suivants du Code de commerce, à acheter les actions de la société, dans la limite légale, étant entendu que le pourcentage de rachat maximum d'actions acquises par la Société en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure en paiement ou en échange dans le cadre d'une opération de fusion, de scission ou d'apport est limité à 5%, conformément aux dispositions légales,

- décide que les actions pourront être achetées en vue :

- d'attribuer des actions aux salariés et mandataires sociaux autorisés de la société ou de son groupe, par attribution d'options d'achat d'actions dans le cadre des dispositions des articles L.225-177 et suivants du Code de commerce, ou par attribution d'actions gratuites dans le cadre des dispositions des articles L.225-197-1 et suivants du Code de commerce, ou au titre de leur participation aux fruits de l'expansion de l'entreprise ou dans le cadre d'un plan d'actionnariat ou d'un plan d'épargne d'entreprise ;

- d'assurer l'animation du marché par un prestataire de service d'investissement intervenant en toute indépendance dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie de l'AFEI reconnue par l'Autorité des Marchés Financiers ;

NF

LL

TS

JP

- de conserver en vue de remettre ultérieurement ses actions à titre de paiements ou d'échange dans le cadre d'opérations de croissance externe initiées par la société ;
- de remettre ses actions lors de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant droit par conversion, exercice, remboursement ou échange à l'attribution d'actions de la société, dans le cadre de la réglementation boursière ;
- d'annuler les titres afin notamment d'accroître la rentabilité des fonds propres et le résultat par action, et/ou de neutraliser l'impact dilutif pour les actionnaires d'opérations ;
- d'augmentation de capital ; cet objectif étant conditionné par l'adoption d'une résolution spécifique par l'assemblée générale extraordinaire;
- décide que le prix maximum d'achat par action ne pourra pas dépasser cinquante cinq euros (55 €), hors frais ;
- décide que le directoire pourra toutefois ajuster le prix d'achat susmentionné en cas de modification du nominal de l'action, d'augmentation du capital par incorporation de réserves et attribution d'actions gratuites, de division ou de regroupement d'actions, d'amortissement ou réduction de capital, de distribution de réserves ou autres actifs et de toutes autres opérations portant sur les capitaux propres, pour tenir compte de l'incidence de ces opérations sur la valeur de l'action ;
- décide que le montant maximum des fonds destinés à la réalisation de ce programme d'achat d'actions ne pourra dépasser vingt neuf millions huit cent dix mille euros (29.810.000 €);
- décide que les actions pourront être achetées par tout moyen, et notamment en tout ou partie par des interventions sur le marché ou par achat de blocs de titres et le cas échéant par cession de gré à gré, par offre publique d'achat ou d'échange, ou par l'utilisation de mécanismes optionnels ou instruments dérivés à l'exclusion de la vente d'options de vente, et aux époques que le directoire appréciera, y compris en période d'offre publique dans la limite de la réglementation boursière. Les actions acquises au titre de cette autorisation pourront être conservées, cédées ou transférées par tous moyens, y compris par voie de cession de blocs de titres, et ce à tout moment, y compris en période d'offre publique ;
- confère tous pouvoirs au directoire, avec faculté de délégation pour, notamment :
 - procéder à la réalisation effective des opérations ; en arrêter les conditions et les modalités ;
 - passer tous ordres en bourse ou hors marché ;
 - ajuster le prix d'achat des actions pour tenir compte de l'incidence des opérations susvisées sur la valeur de l'action ;
 - conclure tous accords en vue notamment de la tenue des registres d'achats et de ventes d'actions ;
 - effectuer toutes déclarations auprès de l'Autorité des Marchés Financiers et de tous autres organismes ;
 - effectuer toutes formalités ;
- décide que la présente autorisation est donnée pour une durée expirant à l'issue de l'assemblée générale ordinaire annuelle qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 30 avril 2010, sans pouvoir excéder dix-huit mois à compter de la présente assemblée. Elle remplace l'autorisation précédemment accordée par l'Assemblée Générale du 24 octobre 2008.

NF

28

TS

SP

Le directoire informera l'assemblée générale ordinaire annuelle des opérations réalisées en application de la présente autorisation.

Cette résolution est adoptée à la majorité (3935 879 voix)

Neuvième résolution

(Pouvoirs)

L'assemblée générale donne tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'accomplir toutes les formalités légales.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Résolutions à caractère extraordinaire

Dixième résolution

(Autorisation à consentir au directoire de réduire le capital social par annulation des actions acquises)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires,

après avoir pris connaissance du rapport du directoire et du rapport spécial des commissaires aux comptes,

dans le cadre de l'autorisation de rachat de ses propres actions par la société, visée à la huitième résolution de la présente assemblée générale, dans sa partie ordinaire,

- autorise le directoire, conformément aux dispositions de l'article L. 225-209 du Code de commerce, à annuler, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, tout ou partie des actions de la société que celle-ci détiendrait au titre de toute autorisation d'achat d'actions de la société présente ou future, conférée au directoire par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires conformément aux dispositions de l'article L. 225-209 du Code de commerce, dans la limite de 10% du capital social par période de vingt-quatre (24) mois et à réduire corrélativement le capital social ;
- autorise le directoire à imputer la différence entre le prix de rachat des actions annulées et leur valeur nominale sur les primes et réserves disponibles ;
- lui donne tous pouvoirs pour fixer les conditions et modalités, réaliser et constater la ou les réduction(s) de capital consécutive(s) aux opérations d'annulation autorisées par la présente résolution, passer les écritures comptables correspondantes, procéder à la modification corrélatrice des statuts, et d'une façon générale, pour accomplir toutes formalités nécessaires.

Cette autorisation est donnée pour une durée de dix-huit (18) mois; elle annule et remplace l'autorisation donnée par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires en date du 24 octobre 2008.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité

NF
H
TS

SP

Onzième résolution

(Autorisation à donner au Directoire à l'effet de procéder à une ou plusieurs augmentations de capital réservées aux salariés de la société et des sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L.233-16 du Code de commerce dans les conditions prévues aux articles L.443-5 et suivants du Code du travail, conformément à l'article L.225-129-6 du Code de commerce)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir entendu la lecture du rapport du directoire et du rapport spécial des commissaires aux comptes, et statuant conformément d'une part aux dispositions du Code de commerce, et notamment, de ses articles L.225-129-6 et L.225-138-1, et d'autre part des articles L.443-5 et suivants du Code du travail, compte tenu des projets d'augmentation de capital prévus aux résolutions précédentes, décide d'autoriser le directoire à procéder à une ou plusieurs augmentations du capital social, en une ou plusieurs fois, sur ses seules délibérations, par émission d'actions ordinaires réservées aux salariés de la société et des sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L.233-16 du Code de commerce dans les conditions prévues aux articles L.443-5 et suivants du Code du travail, remplissant les conditions éventuellement fixées par le directoire,

décide de supprimer le droit préférentiel de souscription attribué aux actionnaires par l'article L.225-132 du Code de commerce, en vue de réserver la souscription desdites actions ordinaires aux salariés souscripteurs,

décide que la durée de validité de la présente délégation est fixée à vingt six (26) mois à compter du jour de la présente assemblée,

décide que le nombre maximum d'actions pouvant être émises au titre de la présente autorisation ne pourra excéder 3% du capital social de la société, ce pourcentage étant apprécié au jour de l'émission, décide de donner tous pouvoirs au directoire, avec faculté de subdélégation à son Président, pour :

- déterminer le prix de souscription des actions nouvelles, étant entendu que le prix de souscription ne pourra être ni supérieur à la moyenne des cours cotés aux vingt séances de bourse précédant le jour de la décision du directoire fixant la date d'ouverture de la souscription, ni inférieur de plus de 20 % à cette moyenne (30% pour les adhérents à un PPESV), conformément aux dispositions de l'article L.443-5 du Code du travail ;
- fixer les diverses conditions requises pour pouvoir bénéficier de l'offre de souscription, notamment fixer le délai accordé pour l'exercice de leur droit par les salariés et le délai susceptible d'être accordé aux souscripteurs pour les libérations de leurs titres ;
- arrêter les modalités et les autres conditions de l'opération ou des opérations à intervenir, déterminer la date de jouissance des actions nouvelles, modifier les statuts en conséquence et généralement faire tout ce qui sera nécessaire.

Le directoire établira, conformément à l'article 155-2 du décret du 23 mars 1967, au moment où il fera usage de cette autorisation, un rapport complémentaire décrivant les conditions définitives de l'opération et comportant, en outre, les indications relatives à l'incidence de l'émission sur la situation de chaque actionnaire, en particulier en ce qui concerne sa quote-part dans les capitaux propres.

Le directoire informera chaque année l'assemblée générale ordinaire des opérations réalisées dans le cadre de la présente résolution.

Cette résolution est rejetée à la majorité (3824620 voix contre)

NA
H
TS
gp

Douzième résolution

(Pouvoirs)

L'assemblée générale donne tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'accomplir toutes les formalités légales.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à 12 heures.

De tout ce que dessus, il a été dressé procès verbal signé, après lecture, par les membres du bureau.

Le Président



Les Scrutateurs



Rane

Le Secrétaire

